

SMART CAMPUS

Charte des achats responsables

Votée en CA du 15 juin 2020

Charte d'engagement – Achats responsables

La conclusion de marchés publics ainsi que les différents achats réalisés par La Rochelle Université hors marché, constituent un puissant levier pour favoriser et pérenniser la politique de développement durable et de responsabilité sociétale de l'Université.

Dans la continuité de la circulaire du 3 décembre 2008 relative à l'exemplarité de l'État au regard du développement durable dans le fonctionnement de ses services et ses établissements publics ; l'État a fixé des objectifs ambitieux dans le champ des achats publics. Le Plan d'Action National pour les Achats Publics Durables (2015-2020) intègre ainsi des dispositions en faveur de la protection et de la mise en valeur de l'environnement, du progrès social et du développement économique. A savoir : « la réalisation d'économies « intelligentes » au plus près des besoins et incitant à la sobriété ; la prise en compte de l'intérêt de l'ensemble des parties prenantes ; et l'intégration de toutes les étapes de la vie du produit ou de la prestation ». L'objectif national dans ce sens est d'atteindre 25 % de marchés de travaux et services contenant au moins une disposition sociale et 30 % une disposition environnementale.

L'État a également affiché comme ambition dans sa Feuille de Route sur l'Économie Circulaire d'Avril 2018 « d'intégrer l'économie circulaire dans les stratégies de commande publique », pour être force d'entraînement des différents acteurs.

Dans cette logique et par la présente Charte, La Rochelle Université affirme son engagement à participer activement à la promotion du développement durable et de la responsabilité sociétale de l'établissement, particulièrement au moyen de ses achats. Conformément aux principes d'engagement mis en avant par l'AMUE, la Rochelle Université s'engage à :

Art. 1 : Diminuer ses émissions de gaz à effet de serre ;

Art. 2 : Diminuer ses consommations d'eau et d'énergie ;

Art. 3 : Réduire la quantité de déchets produits et veiller à leur valorisation ou à leur recyclage, notamment en prenant en compte le cycle de vie complet des produits et services.

Art. 4 : Renforcer sa politique d'achats, d'une part en réfléchissant au mode de consommation, en redimensionnant ses besoins et suivant une démarche de coût global ; et d'autre part, en favorisant la commande de produits et de services intégrant dès la définition du besoin le développement durable et la responsabilité sociétale (notamment via des opérateurs économiques concernés, en faisant référence aux labels et en intégrant des clauses environnementales et sociales dans les cahiers des charges).

Art. 5 : Améliorer sa politique immobilière (construction, rénovation et gestion), notamment par l'utilisation de matériaux, le choix de procédés, d'équipements permettant de réduire les consommations de fluides et d'énergies, et plus largement l'impact sur l'environnement. Dans ce cadre, pour les constructions neuves et les réhabilitations, une démarche de labellisation sera engagée, visant une « Haute Qualité Environnementale » et des objectifs ambitieux en termes de performances énergétiques.

Art. 6 : Rationaliser la gestion de sa flotte de véhicules et constituer une flotte de véhicules de services à faibles émissions ;

Art. 7 : Mettre en œuvre des actions, comme la diffusion de guides thématiques dédiés, permettant aux personnels d'acquérir une culture et un savoir-faire communs pour agir dans le sens de ces engagements en faveur d'un développement durable ;

Art. 8 : Communiquer sur la réalisation des présents engagements et sensibiliser les partenaires externes (fournisseurs, prestataires, partenaires institutionnels et collectivités).

Grille d'application thématique

1. Les achats de denrées alimentaires et boissons

1.1. Demander que les différents prestataires de services et de fournitures (achats directs de denrées alimentaires et boissons, traiteurs, ...) proposent des produits issus de modes de production respectueux de l'environnement en offre de base ;

1.2. Demander que les différents ustensiles (plats, couverts, verres, assiettes, serviettes...) soient réutilisables ou recyclables ;

EXEMPLES D'ACTIONS :

- > Favoriser les produits locaux et de saison, si possible avec la certification « agriculture biologique ».
- > Se référer aux certifications bio équitables pour les produits exotiques non substituables (cafés, thés, etc.) ;
- > Éviter l'achat de monodoses (biscuits et boissons lyophilisées)
- > Privilégier l'usage de gourdes, pichets aux bouteilles d'eau en plastique
- > Remplacer les fontaines à eau par des distributeurs branchés sur le réseau
- > Mettre en place des distributeurs de boissons et denrées alimentaires où l'utilisateur peut utiliser son propre contenant.
- > Rédiger un modèle de demande de devis type pour les prestations de cocktails ou réceptions...

2. Les achats des équipements et divers matériels de bureau

2.1. Procéder à une définition du besoin intégrant la qualité environnementale et des critères de durabilité pour le choix des offres ;

2.2. Favoriser les achats groupés afin de procéder à des économies d'échelle permettant, notamment, de rendre les offres durables financièrement compétitives ;

2.3. Politique d'impression et de reprographie centralisée (clause de matériel reconditionné) ;

2.4. Interroger le fournisseur sur sa démarche environnementale ;

EXEMPLES D'ACTIONS :

- > Favoriser la réutilisation d'équipements et matériels au sein de l'université ;
- > Favoriser l'ergonomie dans le choix du mobilier ;
- > Favoriser des produits avec une durée de vie longue pour limiter les besoins ;
- > Favoriser les produits avec un taux de réparabilité élevé ;
- > Favoriser l'achat de produits intégrant des matériaux recyclés ;
- > Conforter la politique d'impression centralisée en éliminant les imprimantes de proximité ;
- > Suivre les recommandations de la charte numérique responsable pour l'achat de matériels informatique et téléphonique ;
- > Généraliser l'usage du papier disposant de l'écolabel européen ;
- > Exiger que les produits en bois disposent d'un label de gestion durable des forêts issu d'un système de certification reconnu au niveau international (FSC de préférence à PEFC) ;

- > Pour le mobilier autre que le mobilier en bois, exiger des caractéristiques au moins équivalentes à celles de l'écolabel français (NF Environnement) ou ayant fait l'objet d'une écoconception (allègement des structures ; utilisation de matériaux recyclés ; diminution de l'énergie de production ; durée de vie et facilité, en fin de vie, de démantèlement et de recyclage) ;

3. Les achats scientifiques

3.1. Intégrer dans le choix des équipements les aspects consommation énergétique, consommation d'eau, production de déchets, niveaux sonores ;

3.4. Favoriser la mutualisation des équipements ;

EXEMPLES D'ACTIONS :

- > Intégrer lors de l'achat des équipements la consommation fluides-énergie, les coûts de maintenance, la production de déchets.

4. Les achats des produits de nettoyage et d'entretien

4.1. Favoriser l'utilisation de produits portant un écolabel par les entreprises réalisant les travaux de nettoyage et d'entretien dans les locaux de l'Université ;

4.2. Favoriser l'utilisation de produits portant un écolabel pour les produits de nettoyage et d'entretien achetés par l'Université ;

4.3. Exiger les fiches de données de sécurité des produits utilisés ;

EXEMPLES D'ACTIONS :

- > Fixer des caractéristiques au moins équivalentes à celles de l'écolabel européen (nettoyants multi-usages et nettoyants pour sanitaires) dans les achats de produits et de prestations de nettoyage ;
- > Diminuer les déchets d'emballage, notamment au travers de l'achat de produits concentrés (sous réserve de qualité équivalente à la dilution d'usage) ;
- > Pour les produits non couverts par un écolabel prendre en compte : la concentration des produits ; le taux de biodégradabilité ; la limitation du contenu en substances dangereuses en se basant sur l'étiquetage de danger (fiches de données de sécurité) ;
- > Encourager la formation à l'utilisation des produits et méthodes respectueux de l'environnement (juste dosage des produits, utilisation de produits pré-dosés ou de systèmes de dosage automatique, limitation des consommations d'eau et d'énergie...).
- > Limiter le recours à des produits phytosanitaires au seul démaquillage des surfaces imperméabilisées le nécessitant

5. La gestion des déchets

5.1. Encourager à la diminution de la quantité des déchets produits et diminuer les impacts environnementaux de leur gestion par leur valorisation ou leur recyclage ou leur réemploi ;

EXEMPLES D'ACTIONS :

- > Mise en œuvre de points uniques de « récolte » des divers types de déchets banals ;
- > Réaliser des campagnes ponctuelles de récupération de matériels vétustes pour leur valorisation ou leur recyclage (dons, vente aux enchères...) ;

6. La gestion des déplacements

- 6.1. Constituer une flotte de véhicules de services à faibles émissions ;
- 6.2. Favoriser la visioconférence ;
- 6.3. Favoriser les déplacements professionnels en transports collectifs au détriment de la voiture et de l'avion ;
- 6.4. Favoriser le covoiturage ;

EXEMPLES D'ACTIONS :

- > Limiter les déplacements : recourir aux outils collaboratifs ou téléphoniques et à la messagerie électronique, développer l'usage de l'audio et de la visioconférence ;
- > Pour les déplacements courtes et moyennes distances : favoriser l'utilisation des transports en commun et du vélo pour les petits trajets par rapport au véhicule de service ;
- > Souscrire une offre Yélo à l'échelle de l'Université pour les déplacements professionnels sur le périmètre de la CDA et au-delà ;
- > Pour les déplacements moyennes distances : privilégier le transport ferroviaire ; interdire les déplacements en avion lorsqu'il existe une liaison ferroviaire de moins de trois heures ;
- > Intégrer à la politique de commande (achat ou location) de véhicules les coûts d'exploitation des véhicules liés à la consommation d'énergie, aux émissions de CO₂ et aux émissions de polluants.

7. Les travaux de réhabilitation et de construction des locaux

- 7.1. Mettre en œuvre une approche financière des projets en coût global ;
- 7.2. Inclure dans le cahier des charges des travaux de réhabilitation ou de construction neuve, l'utilisation de techniques, l'emploi de matériaux, le choix de process permettant de minimiser l'impact environnemental des projets en phase de réalisation et en exploitation-maintenance ;
- 7.3. S'inspirer du référentiel « Bâtiment durable » et s'engager dans la démarche de certification lorsque cela est pertinent ;

EXEMPLES D'ACTIONS :

- > Connaître, suivre et piloter les consommations, les dépenses associées et les émissions de CO₂ par énergie utilisée et par bâtiment ;
- > Réaliser des diagnostics énergétiques pour définir les préconisations en matière d'économies d'énergie et d'émissions de GES ;
- > Augmenter la part des énergies renouvelables dans la consommation globale d'énergie ;
- > Réaliser des installations de production d'énergie renouvelable ;
- > Favoriser l'emploi de matériaux à faible impact environnemental et biosourcés ;

8. Formation, information et communication aux préoccupations du développement durable

- 8.1. Promouvoir chez l'ensemble des agents une culture partagée du développement durable, de la sobriété et de l'achat durable ;
- 8.2. Communiquer auprès des personnels et étudiants sur la politique d'achats responsables de l'Université et les bonnes pratiques ;

8.3. Mettre à disposition des documents d'informations (normes, guides de bonnes pratiques...);

8.4. Intégrer la logique d'achats responsables aux supports de communication (goodies);

EXEMPLES D'ACTIONS :

- > Développer les compétences professionnelles des acheteurs pour une meilleure prise en compte du développement durable dans les achats ;
- > Sensibiliser les prescripteurs et techniciens au développement durable et aux enjeux de l'achat durable ;
- > Communiquer autour de la réalisation de campagnes ponctuelles de récupération/recyclage des équipements vétustes pour leur valorisation ou leur recyclage (don, enchères) ;
- > Communiquer sur la part des dispositions environnementales et sociales dans les marchés de l'université
- > Communiquer sur l'évolution de la consommation énergétique des différents sites ;
- > Communiquer sur les améliorations apportées à l'occasion de la réalisation de travaux de bâtiment, et sur les performances attendues des constructions neuves.



**D'ici
on voit
+ loin !**

La Rochelle Université

Smart Campus

Développement Durable Responsabilité Sociétale

23 avenue Albert Einstein

BP 33060 - 17031 La Rochelle



univ-larochelle.fr